



DÉCLARATION DE LA CGT EDUC'ACTION À LA CAPA DE PROMOTION AU GRADE DE LA HORS-CLASSE 2020

Mesdames et Messieurs les membres de la CAPA,

Cette CAPA est la dernière concernant la promotion de grade à la Hors classe et les congés formation des enseignants certifiés. La loi transformation de la Fonction publique ayant vidé de leurs substances les instances paritaires, les personnels seront renvoyés à un dialogue unilatéral avec l'administration et leur hiérarchie. La CGT Educ'action continuera de dénoncer cette régression historique depuis la Libération.

C'est dans un contexte très particulier que se déroule cette CAP : Nous vivons depuis plusieurs mois une crise sanitaire inédite, dévastatrice et sa gestion chaotique.

Après deux mois d'un confinement généralisé décidé principalement parce que notre système hospitalier, malmené par des réformes budgétaires était au bord de la rupture, la réouverture des établissements scolaires a été imposée contre l'avis du Conseil Scientifique. La CGT Educ'action continue de penser que ce retour à l'École est prématuré, pour ne pas dire hasardeux et sans véritable valeur pédagogique.

On ne peut que déplorer les incohérences qui ont jalonné ces derniers mois. Dès les premiers jours de confinement, le ministre Blanquer affirmait que l'Education Nationale était prête, encensant les outils numériques comme véritable révolution éducative et pédagogique. Pendant des semaines, il a minimisé les difficultés que cela soulevait, notamment les inégalités entre les élèves et ce discours a été relayé avec zèle dans les médias locaux par notre académie . Actuellement, la logique s'est inversée : réouvrir les écoles est devenu une "urgence sociale". Alors que Madame la Rectrice évoquait à peine quelques pourcents d'élèves ayant officiellement décroché en avril ils seraient devenus une majorité pressée de reprendre le chemin des classes en juin.

Nous ne sommes pas dupes : le choix de commencer par les écoles répond à la demande du patronat de favoriser la reprise du travail des parents et remettre en route la machine économique.

L'ouverture des établissements au nom de la lutte contre les inégalités scolaires n'est pas crédible. La CGT s'est toujours engagée dans le combat contre les inégalités sociales, notamment en matière d'accès à l'éducation. Nous considérons d'ailleurs que celles-ci ont été aggravées par les politiques menées ces dernières années et durant ces derniers mois.

Les conditions de reprise dans les établissements n'ont pas été épargnées par les incohérences. Pour se déresponsabiliser, le ministère a accouché d'un protocole sanitaire de 60 pages, compilant les mesures, irréalisables dans certains établissements et laissant aux mairies, directeurs-trices d'écoles, chef-fes d'établissement le casse-tête d'une rentrée intenable. Cela a donné lieu à des situations ubuesques : absence du personnel municipal aux réunions de préparation de rentrée dans les écoles, manque d'agents territoriaux pour assurer la désinfection de tous les locaux, internats fermés, masques imposés aux enseignants dans une cour déserte mais pas aux élèves en classe....

Profitant de la crise pour imposer sa vision de l'École, et toujours sans aucune concertation, le ministre avance maintenant le dispositif 2S2C. Présenté comme un moyen temporaire de gérer une partie des élèves par le développement d'activités culturelles et sportives, le dispositif aurait vocation à être pérennisé à la rentrée, menaçant l'existence de certaines disciplines et désengageant l'Etat de ses missions régaliennes. L'«École de demain» envisagé par M. le Ministre n'apporte ni moyens humains, ni moyens matériels pour répondre au défi de la rentrée prochaine, mais nous promet l'uberisation des enseignements.

Concernant la promotion au grade de de la Hors-Classe. Contrairement à ce qui avait été laissé entendre il y a quelques mois, le taux d'accès à ce deuxième grade n'a pas été amélioré. Il diminue même de près de 2% par rapport à l'année dernière. Les promesses de revalorisations n'auront pas survécu au Coronavirus, contrairement à l'ambition de réformer le système de retraites.

Cette année, 12 collègues sont concernés par une opposition de la rectrice à leur promotion. Ce nombre a-t-il vocation à doubler à chaque campagne comme cela semble être le cas depuis 2018 ? Comment expliquer que la majorité des oppositions se concentrent sur deux disciplines aux faibles effectifs ? Ces tendances inquiètent la CGT Educ'action, d'autant plus que la promotion de grade reste pour nos collègues l'une des seules possibilités de voir augmenter leur rémunération et ainsi compenser le gel du point d'indice et la perte de pouvoir d'achat depuis subie depuis 2010.

Pour conclure, la CGT Educ'action tient à réaffirmer ses revendications pour une véritable revalorisation salariale garantissant l'égalité professionnelle :

- Un système égalitaire d'avancement automatique sur 20 échelons,
- Une promotion déconnectée de l'évaluation professionnelle,
- Une grille indiciaire de rémunération compensant la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 et reconnaissant nos qualifications.

à Chalon sur Saône, le 11/06/2020